



23.3027

**Motion sozialdemokratische Fraktion.
Vorbereitung und Unterstützung
der humanitären Minenräumung
in der Ukraine**

**Motion groupe socialiste.
Travaux de déminage humanitaire
en Ukraine. Préparation et soutien**

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.06.23

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.23

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.03.24

Antrag der Kommission

Annahme der modifizierten Motion

Proposition de la commission

Adopter la motion modifiée

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Die Kommission beantragt mit 10 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung, die Motion gemäss ihrem Änderungsantrag in Ziffer 4 des Berichtes anzunehmen.

Juillard Charles (M-E, JU), pour la commission: L'Ukraine est le pays le plus contaminé au monde par les mines et les engins explosifs. La Banque mondiale estime que le déminage complet de l'Ukraine coûtera environ 37 milliards de dollars, estimation faite en juillet 2023. La Suisse dispose de compétences civiles et militaires étendues dans le domaine du déminage. Pour le Conseil fédéral, le déminage en Ukraine est une priorité. Il a alloué une enveloppe globale de 100 millions de francs pour 2023–2027.

La Suisse accueillera en outre la "Ukraine Mine Action Conference" les 17 et 18 octobre 2024 à Genève. A noter que nous parlons bien du déminage humanitaire, à l'exclusion de tout déminage pouvant servir des intérêts militaires. Tôt après le déclenchement du conflit, la Suisse a déjà invité ses partenaires à se réunir à Lugano pour une conférence internationale sur la reconstruction de l'Ukraine.

La présente motion complète l'engagement de la Suisse et s'inscrit dans la démarche du Conseil fédéral concernant la conférence de paix prévue en faveur de l'Ukraine. Elle offre la possibilité d'apporter une contribution clairement mesurable à la reconstruction de ce pays conformément aux droits de la neutralité et à la tradition humanitaire de la Suisse. En acceptant la motion, le Conseil fédéral obtient un soutien parlementaire pour les mesures qu'il a déjà partiellement mises en place.

Qu'est-il dit dans cette motion? Il y est demandé que le Conseil fédéral soit chargé de donner des instructions au DDPS pour qu'il prépare, en étroite collaboration avec les organisations de déminage humanitaire actives en Ukraine, un programme international de déminage des mines et des munitions non explosées en Ukraine et pour qu'il soutienne sa mise en oeuvre par des moyens importants, à la fois financiers, humains et matériels. Les mines, sous-munitions et autres restes explosifs de guerre sont une source de souffrance énorme pour la population ukrainienne. Le gouvernement ukrainien estime que quelque 250 000 kilomètres carrés, soit près de 40 pour cent de la superficie du pays, sont contaminés. Or, il s'avère que la Suisse peut jouer un rôle important, car elle dispose d'un savoir-faire et de ressources considérables afin d'aider l'Ukraine dans ses efforts de déminage.

Il s'agit notamment de la Fondation suisse de déminage, une fondation humanitaire active dans le monde entier, spécialisée dans le déminage, dont le siège est à Genève, et qui procède, depuis 2015 déjà, au déminage



de mines et de munitions non explosées en Ukraine à la suite du premier conflit. Le Centre international de déminage humanitaire de Genève pourrait lui aussi contribuer à la professionnalisation des capacités de déminage en conseillant les spécialistes ukrainiens du déminage. Enfin, le Centre de compétences NBC-Demunex de l'armée suisse pourrait soutenir des organisations de déminage dans la mise sur pied de formations techniques. C'est d'ailleurs ce que fait déjà l'armée suisse, qui forme des spécialistes du déminage.

Selon le Conseil fédéral, qui, par ailleurs, propose d'accepter cette motion, la Suisse dispose d'une expertise et de moyens dans le domaine du déminage humanitaire et elle est prête à s'engager au travers des deux centres précédemment cités. A noter que l'armée apporte non seulement une aide pour les questions liées à l'élimination des mines et des munitions non explosées, mais aussi aux travaux de planification, de priorisation et de prévention. C'est ainsi que, jusqu'à présent, le DDPS a déjà consacré 500 000 francs pour des cours de déminage. Le Conseil fédéral précise également que le DDPS et le DFAE examinent d'autres possibilités de financement de projets et de coopération sur place.

Tout ce soutien doit être apporté, évidemment, en concertation étroite avec l'Ukraine, qui en définit les besoins et qui dépose des demandes dans ce sens.

AB 2024 S 80 / BO 2024 E 80

La commission a donc pris acte avec intérêt que le Conseil fédéral, comme le Conseil national, proposait d'accepter cette motion. La Commission de la politique de sécurité de notre conseil a proposé une modification à la motion: elle souhaiterait, en plus des objectifs déjà décrits dans le texte de la motion prérappelée, que le recours aux entreprises suisses actives dans le domaine soit favorisé. La commission partage pleinement les considérations du Conseil fédéral quant aux risques et aux dangers que font courir les mines et les munitions non explosées à la population ukrainienne. La commission est d'avis qu'il est opportun d'impliquer davantage des entreprises suisses capables d'apporter un savoir-faire en matière de déminage dans ces différents projets, voire de les impliquer de manière préférentielle dans toute la mesure du possible. A titre d'exemple, on peut citer la fondation Digger à Tavannes, dans le Jura bernois, qui produit des machines télécommandées pour le déminage et dont le savoir-faire n'est plus à démontrer, tant en Afrique qu'au Liban ou encore en France. A noter que le DDPS a déjà acheté une de ces machines et l'a envoyée en Ukraine. Celle-ci fonctionne de manière satisfaisante.

C'est dans cet état d'esprit, Mesdames et Messieurs, que la commission, sans vouloir exclure d'autres entreprises suisses capables de s'engager dans ce domaine, souhaite vraiment que la Confédération favorise autant que faire se peut les entreprises suisses actives dans ce domaine.

C'est ainsi que, lors de sa séance du 1er février 2024, par 10 voix contre 1 et 1 abstention, la Commission de la politique de sécurité de votre conseil a adopté la présente motion modifiée, et elle vous invite à en faire de même.

Amherd Viola, Bundespräsidentin: Die in der Motion geforderte Unterstützung für die Ukraine bei der humanitären Minenräumung ist ein wichtiges Anliegen für den Bundesrat. Die Minen verursachen menschliches Leid, insbesondere unter der Zivilbevölkerung. Die humanitäre Minenräumung bildet die Voraussetzung für einen nachhaltigen Wiederaufbau. Sie entspricht einem akuten Bedarf der Ukraine und ist eine der fünf Kernprioritäten der ukrainischen Regierung für den Wiederaufbau.

Die humanitäre Minenräumung entspricht der langjährigen humanitären Tradition der Schweiz. Die Schweiz beteiligt sich seit 2022 an der Minenräumung in der Ukraine. So lieferte das VBS beispielsweise dem ukrainischen Dienst für Katastrophenhilfe ein Entminungsgerät der jurassischen Stiftung Digger und finanziert die Ausbildung von ukrainischen Expertinnen und Experten für humanitäre Minenräumung durch das Genfer Zentrum. Im September 2023 hat der Bundesrat 100 Millionen Franken genehmigt, um zivil und landwirtschaftlich genutzte Gebiete der Ukraine zu entminen. Mit diesen Mitteln kann die Schweiz die von der Fondation suisse de déminage und anderen Organisationen durchgeführte Minenräumung weiter ausbauen, Material und Ausbildung für die ukrainischen Minenräumer bereitstellen, die Regierung bei der Koordination dieser Herkulesaufgabe unterstützen und innovative Ansätze ausloten.

In der Wintersession nahm der Nationalrat die vorliegende Motion mit 129 Stimmen an. Ihre Kommission hat die Motion nun abgeändert. Schweizer Unternehmen, die in diesem Bereich tätig sind, sollen bevorzugt werden. Das EDA und das VBS leisten dort Unterstützung, wo die Ukraine Bedürfnisse hat. Nicht in allen Bereichen sind Schweizer Organisationen und/oder Unternehmen tätig bzw. verfügen über die notwendigen Kapazitäten. Wir berücksichtigen aber immer Schweizer Organisationen und Unternehmen, wenn sie in der Ukraine gut positioniert sind und den konkreten Bedarf an Minenräumung decken können. Ich habe auf das Beispiel der Fondation Digger im Jura verwiesen, der das VBS ein Gerät abgekauft und der Ukraine zur Verfü-



gung gestellt hat. Dem Ziel der modifizierten Motion wird also bereits so weit als möglich entsprochen. Weil wir das bereits erfüllen, braucht es aus unserer Sicht keine Anpassung der ursprünglichen Motion. Wenn Sie heute der ursprünglichen Version zustimmen, dann wäre die Sache erledigt, sonst geht die Motion noch einmal zurück in den Nationalrat. Aber wie gesagt: Auch wenn Sie die modifizierte Motion annehmen, ändert das an unserer Arbeit nichts.

Burkart Thierry (RL, AG): Lassen Sie mich nur noch zwei, drei Gedanken in diese Diskussion einbringen. Landminen und explosive Kriegsüberreste sind eine der grössten Geisseln der Menschheit. Ich erlaube mir, zwei, drei Zahlen zu nennen: Im Jahr 2022 gab es 4710 Opfer von Minen und nicht explodierter Munition. Davon wurden 1661 Personen getötet. In Syrien gibt es die höchste Opferzahl. Allerdings dürfte diese Statistik, diese traurige Statistik im Jahr 2023 aufgrund der Ukraine überholt worden sein. Denn alleine in der Ukraine geht man davon aus, dass mehr als ein Drittel des ganzen Staatsgebiets von Landminen und vor allem eben auch von nicht explodierten Kriegsüberresten verseucht ist. 85 Prozent der Opfer weltweit sind Zivilistinnen und Zivilisten – 85 Prozent! Praktisch die Hälfte der Opfer sind Kinder. Mehr als sechzig Länder und Gebiete sind von diesen Problemen betroffen. Das zeigt also: Die Notwendigkeit, sich in diesem Gebiet zu engagieren, ist mehr als gegeben. Es ist notwendig. Ich meine, es ist mehr als richtig, wenn sich die Schweiz auch im Bereich einer der grössten Geisseln der Menschheit engagiert.

Ich unterstütze die Abänderung der Sicherheitspolitischen Kommission und lege hiermit aber auch meine Interessen offen. Ich bin nämlich Stiftungsratsmitglied der von der Frau Bundesrätin genannten Fondation suisse de déminage (FSD). Diese FSD ist eine der grossen Stiftungen und Organisationen weltweit, die sich im Bereich der Entminung engagieren. Man sagt, sie sei eine der sieben Grossen. Sie tut dies bereits seit 25 Jahren. Sie war bereits in über dreissig Ländern aktiv, zurzeit ist sie es in acht, und dies auch in der Ukraine. In der Ukraine hat die FSD vier Programme, die sie führt. Eines davon wird jetzt verdankenswerterweise voraussichtlich von der Schweiz finanziert, und zwar mit rund, nicht ganz, 10 Millionen Schweizerfranken pro Jahr. Dafür ist zu danken.

Weshalb unterstütze ich dennoch – man könnte ja sagen, das Anliegen sei erfüllt – die Abänderung der Kommission? Ich unterstütze sie deshalb, weil die Schweiz in der Vergangenheit – ich habe es gesagt, die FSD ist seit 25 Jahren aktiv – in Bezug auf die Unterstützung der schweizerischen Programme sehr zurückhaltend war. Umso dankbarer ist die Stiftung jetzt für das Engagement seitens des Bundes.

In diesem Sinne beantrage ich Unterstützung dieser Motion. Es ist richtig, dass sich die Schweiz hier engagiert. Hier kann die Schweiz einen echten Beitrag leisten. Ich unterstütze aber auch die Abänderung der Motion, weil es eben auch wichtig ist, dass in diesen Ländern eine gewisse Sichtbarkeit vorhanden ist, damit man sieht, dass die Schweiz sich engagiert. Nicht nur, aber gerade auch bei einer Organisation wie der Fondation suisse de déminage, die die Schweiz sogar im Namen trägt, ist diese Sichtbarkeit umso mehr gegeben, dies im Sinne von: Tue Gutes, das ist das Wichtigste, aber man darf auch darüber sprechen.

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Die Frau Bundespräsidentin schliesst sich dem Antrag der Kommission an.

Angenommen – Adopté

AB 2024 S 81 / BO 2024 E 81

